

Police municipale

Tél. 04 90 51 55 55.

Service abonnement

Portage à domicile. Service clientèle du Dauphiné Libéré du lundi au vendredi, de 7 à 12 heures. Tél. 0 800 887 001 (appel gratuit) LDLSrc@ledauphine.com

Pharmacie

unique 3237. Après 22 heures, s'adresser au commissariat d'Orange.

Gendarmerie

Tél. 04 90 51 84 84.

Commissariat de police

Tél. 17 ou 04 90 11 33 30.

Pompiers

Urgence : 18.

Médecin

Médecin de garde. Contacter le 15.

geries sur internet, les mails voire les appels téléphoniques pour inventer des mensonges et tout tenter pour soutirer de l'argent à des innocents », poursuit le buraliste.

■ Jouer avec les peurs des victimes

Leur arme fatale : faire peur et susciter de l'émotion auprès de leurs victimes. « Ils savent très bien s'y prendre... Nous avons

la hausse bien sûr, et ils veulent un autre code... »

Ces buralistes espèrent que leurs clients feront plus attention à l'avenir. D'autant que cette situation s'amplifie au fil des mois. « Avant de bosser dans un bureau de tabac, je ne pensais même pas que cela pouvait exister. Mais en un an, il me semble que ces arnaques ont vraiment augmenté... »

C.V.

remarqué plusieurs arnaques. Des potentiels acheteurs ou vendeurs demandent des mandats cash, via Western Union, pour diverses raisons. Soit pour réserver un achat soit pour le transport du bien. Ils promettent toujours de rembourser mais ça n'arrive jamais », explique le commandant de la police nationale d'Orange, Thierry Mercier qui n'évoque pas uniquement ce type d'escroquerie. Les arnaques liées aux sites de rencontres et aux sites pornographiques sont aussi nombreuses. « Via les réseaux sociaux ou les mails, l'utilisateur de ces sites reçoit

plainte déposée, pas facile pour les policiers de remonter jusqu'aux escrocs. » La plupart d'entre eux sont à l'étranger. Pour les escroqueries via les sites de vente, beaucoup sont basés en Afrique de l'ouest. Pour les escroqueries sur les sites pour adultes, c'est plutôt en Europe de l'est. Nous n'avons pas beaucoup de moyens de les identifier, la plupart utilisent des cyber-cafés. Ils envoient des mails à tour de bras pour tenter d'obtenir de l'argent. Il suffit qu'1% de ces tentatives fonctionnent pour qu'ils soient satisfaits. » La meilleure arme reste la prudence...

JOURNÉE D'ACTION AU CENTRE DES IMPÔTS, À L'HÔPITAL ET CHEZ LES AGRICULTEURS

Le personnel du centre hospitalier en grève



Le personnel des hôpitaux et autres structures médicales était en grève ce mardi.

C'est un cri de détresse qui était lancé ce mardi. Le centre hospitalier d'Orange s'est joint aux hôpitaux d'Avignon et de Valréas ainsi qu'à l'Ehpad de Beaumes-de-Venise, aux Opalines de Châteauneuf-de-Gadagne, à l'Amical (soin à domicile), à l'EFS (établissement français du sang) et à certains retraités pour participer au mouvement de grève nationale lancé ce 8 octobre. « Au départ, la mobilisation concernait les Ehpad, les Urgences et le bloc, souligne Sandrine Tapias, secrétaire départementale adjointe de la CFDT. Au final, on se rend compte que c'est le désordre dans tous les services. » Ce désordre est surtout dû à un manque d'effectif, le personnel en place devant répondre présent parfois même lors de leurs jours de repos, leurs congés annuels, leurs RTT ou leurs assignations. « Nos têtes disent oui, mais nos corps finissent par dire non » souffle Sandrine Tapias, qui souligne la dangerosité de ces conditions de travail rappelant qu'une de leurs collègues a eu un accident de la route en rentrant chez elle sur une assignation. « L'État veut faire des économies de 4 milliards, nous, ce qu'on veut, c'est qu'il y ait des embauches dans tous les services, il faut arrêter de tourner à 15 quand on a besoin d'être 20 : les usagers en pâtissent aussi. » Le personnel attend également d'être payé pour son travail. « Nos astreintes sont plafonnées de 15 à 18 heures, quand le plafond est dépassé, on n'est plus rémunérées » déplorent les infirmières du bloc, qui mettent un point d'honneur à être toujours disponibles pour leurs patients. « C'est un problème récurrent qui touche aussi les citoyens, explique Frédéric Pelleing, secrétaire général de l'union départementale de la CFDT. Il y a urgence ! »

Mobilisation des agriculteurs



Les agriculteurs réunis sur le parking du magasin Grand Frais.

Avant de rejoindre l'opération escargot des agriculteurs sur l'autoroute A7, une cinquantaine d'entre eux s'est retrouvée, ce mardi matin, sur le parking du magasin Grand Frais. Ils en ont profité pour distribuer des tracts aux passants en leur expliquant l'objet de leur mobilisation. Une mobilisation pour défendre leur profession et qui aura connu son point d'orgue à Mornas, sur la route nationale 7. (Lire en page 2).

Les agents du centre des impôts mobilisés



Hier matin, une cinquantaine d'agents s'est retrouvée devant les portes du centre des impôts.

Des banderoles sur les grilles du centre des finances publiques d'Orange, de la musique et du café, les agents n'ont ouvert les portes de l'administration qu'en fin de matinée, ce mardi. Sachant que l'administrateur général des finances publiques de Vaucluse, Bertrand Gautier, leur rendait visite dans le cadre du projet de délocalisation de deux des cinq services, les agents lui avaient réservé un comité d'accueil. Ils voulaient le rencontrer à l'extérieur, il a préféré le hall du centre des impôts. Où durant plus de deux heures, les échanges ont fusé. Les agents ont fait part de leurs inquiétudes quant à la disparition du service des entreprises et de celui de la trésorerie municipale. Le premier étant appelé à rejoindre le centre des finances de Carpentras, le second celui de Vaison. Le centre des impôts d'Orange devrait quant à lui accueillir le service des particuliers de Carpentras. L'administrateur général des finances publiques évoquera quant à lui une nécessaire évolution du réseau. Et des mains des agents, soutenus par une intersyndicale « Solidaires, CGT et FO », il a reçu une motion demandant le maintien de tous les services à Orange. Pour maintenir le service rendu aux usagers et aux collectivités locales, et les postes des agents. « À l'issue de la rencontre, il n'y a pas eu de nouvelles propositions. Le directeur devrait revenir voir les agents d'ici quelques semaines avec des propositions. On attend de voir » glisse Benoît Sautecoeur, secrétaire départemental Solidaires. En attendant, les agents continuent à faire signer la pétition et à mobiliser les élus (Lire notre édition de mardi 8 octobre).

84806 - V1

08 848

08 848

LDL848GE108